

L'Etat a annoncé une aide unique apprentissage



Le Gouvernement a annoncé jeudi 1^{er} Décembre 2022 la mise en place d'une aide unique pour soutenir l'apprentissage en 2023.

A compter du 1^{er} janvier 2023 la prime unique pour l'embauche d'un apprenti est fixée à 6 000 euros et ce quels que soient les effectifs de l'entreprise, l'âge de l'apprenti (jusqu'à moins de 30 ans) ou le diplôme poursuivi.

La prime pour les mineurs et pour les premiers niveaux de qualification est ainsi augmentée de 1 000 euros (5 000 euros actuellement).

Ce nouveau dispositif d'aide répond pour Olivier DUSSOPT, Ministre du Travail, et Carole GRANJEAN, Ministre délégué en charge de l'enseignement et de la formation professionnels, à un triple objectif :

- **Susciter l'engagement des entreprises** en les soutenant dès la première année dans le projet de recrutement en alternance ;
- **Favoriser l'embauche d'apprentis** sur les niveaux bac ou inférieurs et dans les plus petites entreprises ;
- **Rendre le dispositif plus lisible** pour les jeunes et leurs employeurs.



Olivier Dussopt et **Carole Grandjean** ont, par ailleurs, déclaré : « *Par cette décision, le Gouvernement maintient un fort niveau d'investissement en faveur de l'apprentissage, une voie de réussite et d'insertion professionnelle durable pour nos jeunes qui a fait ses preuves lors du dernier quinquennat : 70 % des jeunes étant en emploi un an après leur diplomation. Ce soutien permettra de faire de la France une véritable nation de l'apprentissage au service du plein emploi et d'atteindre, d'ici la fin du quinquennat, un million de nouveaux apprentis par an.* »

« *Une bonne nouvelle* » pour la CNAMS et l'U2P qui se félicite de cette nouvelle aide qui permettra de rétablir un soutien identique pour tous les apprentis, quel que soit leur âge ou leur niveau de formation. Toutefois, nous souhaiterions une garantie sur la pérennisation de cette aide au moins jusqu'à la fin du quinquennat.

La nouvelle aide unique doit permettre de poursuivre l'élan en faveur de l'apprentissage



Les aides exceptionnelles accordées depuis juillet 2020 aux employeurs d'apprentis mineurs et majeurs, pour faire face à la crise Covid, ont permis de développer radicalement cette voie de formation et de faire entrer le pays dans un cercle vertueux, avec davantage de jeunes formés, moins de sans-emploi et moins de pénuries de main d'œuvre même si elles restent importantes.

L'U2P a salué le maintien de ces aides jusqu'au 31 décembre 2022, tout en avertissant le gouvernement sur les menaces d'effondrement de cette voie de formation en cas d'interruption de l'accompagnement.

La décision du gouvernement de revenir à une aide unique de 6000 euros pour chaque contrat d'apprentissage et de professionnalisation, quel que soit l'âge et le niveau de formation, est bienvenue. Elle écarte le risque d'un arrêt brutal du développement de ces deux voies de formation. Elle sécurise les entreprises qui seront accompagnées dans leurs efforts de formation des jeunes. Elle rétablit un niveau d'aide identique pour tous les apprentis, quel que soit leur âge ou leur niveau de formation.

Aussi, l'U2P invite le gouvernement à s'engager au-delà de l'année 2023 en garantissant la pérennité du nouveau dispositif au moins jusqu'à l'issue du quinquennat.

Dominique Métayer, Président de l'U2P, a déclaré : « *La bonne nouvelle avec cette aide unique applicable au 1^{er} janvier 2023, c'est que l'État ne se désengage pas et qu'il soutient plus particulièrement les premiers niveaux de formation qui sont ceux qui en ont le plus besoin. Les entreprises de proximité continueront à former près de la moitié des apprentis du pays. Cet apprentissage qui emmène tant de jeunes vers la réussite professionnelle et qui permet aux entreprises de préparer les compétences dont elles auront besoin à l'avenir.* »